

FONDS DE DOTATION
GA LE 10EME ENFANT

SIEGE SOCIAL :

685 Chemin des sources
- 38260 SAINT HILAIRE DE LA COTE -

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31/12/2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

FONDS DE DOTATION
GA LE 10EME ENFANT

SIEGE SOCIAL :

685 Chemin des sources
- 38260 SAINT HILAIRE DE LA COTE -

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2025

FONDS DE DOTATION GA LE 10EME ENFANT

685 CHEMIN DES SOURCES

38260 SAINT HILAIRE DE LA COTE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2025

Aux membres du Fonds de Dotation GA Le 10^{ème} Enfant,

I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de Dotation GA Le 10^{ème} ENFANT relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de Dotation GA Le 10^{ème} Enfant à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

a) Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

b) Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

III- Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « changement des méthodes » de l'annexe des comptes annuels, relatif à l'application du règlement ANC n° 2022-06 portant sur la réécriture du Plan Comptable Général, applicable à la clôture de l'exercice.

IV- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par le fonds de dotation, nous nous sommes assurés de l'exhaustivité des produits issus des dons perçues. Ce contrôle a notamment consisté à valider la réalité des produits constatés au compte de résultat du fonds de dotation. Ces travaux n'ont pas révélé d'éléments de nature à remettre en cause l'évaluation de ce poste.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Président et dans les documents adressés au Conseil d'Administration sur la situation financière et les comptes annuels.

VI- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de du Fonds de Dotation GA Le 10^{ème} Enfant à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VII- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en

œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Valence, le 7 mai 2026

SARL CRC,

Représentée par :

Laure REY

Commissaire aux Comptes



Inscrite auprès de la Haute

Autorité de l'Audit (H2A)

CRC
Sarl au capital de 9600 €
36, Rue Paul Henri Charles Spaak
26000 VALENCE
Tél. 04 75 78 48 00
Siret C67 502 070 000 62

FOND GA 10EME ENFANT
Edition du : 01/01/2025 au 31/12/2025
Soldes N-1 au mois

BILAN SYNTHETIQUE

Provisoire

Avec brouillardAvec simulation



ACTIF	Exercice N			N-1	PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net			
Actif immobilisé : Immobilisations incorporelles Immobilisations corporelles Immobilisations financières TOTAL I					Capitaux propres Capital Ecart de réévaluation Réserves : - Réserve légale - Réserves réglementées - Autres Report à nouveau Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I	33 426	33 426
Actif circulant : Stocks et en-cours (autres que marchandises) Marchandises Avances et acomptes versés sur commandes						2 786 (12 049)	18 270 (15 484)
Créances : Clients et comptes rattachés Autres Valeurs mobilières de placement Disponibilités (autres que caisse) Caisse	24 162		24 162	37 012	Provisions pour risques et charges (II) Dettes Emprunts et dettes assimilées Avances et acomptes reçus sur commandes Fournisseurs et comptes rattachés Autres TOTAL III		800
TOTAL II	24 162		24 162	37 012	TOTAL III		800
Charges constatées d'avance (III)					Produits constatés d'avance (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III)	24 162		24 162	37 012	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	24 162	37 012

FOND GA 10EME ENFANT
Edition du : 01/01/2025 au 31/12/2025
Soldes N-1 au mois

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

Provisoire

Avec brouillardAvec simulation



CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)		
Achats d'approvisionnement			Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	17 790	22 245	Subventions d'exploitation		
Impôts, taxes et versements assimilés			Reprise sur amort., déprec. et prov.		
Rémunération du personnel			Produits cessions immo. incorp. et corp.		
Charges sociales			Autres produits	5 710	6 730
Dotations aux amortissements			PRODUITS FINANCIERS	30	30
Dotations aux provisions					
Valeurs compta. immo. incorp. et corp. céd...					
Autres charges					
CHARGES FINANCIERES					
TOTAL (I)	17 790	22 245	TOTAL (I)	5 740	6 760
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)			PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)		
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	17 790	22 245	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	5 740	6 760
BENEFICE OU PERTE	(12 049)	(15 484)			
TOTAL GENERAL	5 740	6 760	TOTAL GENERAL	5 740	6 760



Règles et méthodes comptables

Désignation : FONDS G.A LE 10EME ENFANT

Exercice clos le 31/12/25

Préambule :

L'objet du Fonds de Dotation « FONDS G.A Le 10e Enfant » créé le 18 novembre 2011 est d'organiser et/ou de soutenir financièrement des actions humanitaires en faveur des populations en détresse.

L'exercice social clos le 31/12/2025 à une durée de 12 mois.

Le total bilan de l'exercice est de 24 162.00 euros.

Le résultat net comptable est déficitaire de 12 049 euros.

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels (Référentiel 2009-01).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement des méthodes

Le fonds de dotation applique pour la première fois le règlement ANC N°2022-06, ce qui constitue un changement de méthode comptable. Les dispositions de ce règlement s'appliquent à compter de cet exercice sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles des états financiers.

L'application du règlement ANC N°2022-06 n'a eu aucun impact significatif.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Non applicable.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

Non applicable.

Créances

Aucune créance existante en 2025.

Dettes

Aucune dettes en 2025.

Provisions réglementées

Non applicable.

Dons perçus en nature

Aucun don en nature perçu en 2025.

Fait majeur de l'exercice

Le fonds de dotation a participé aux soutiens financiers auprès de 5 associations :

- « *Sources de Vie* » à GRENOBLE (38) d'un montant de 2.000 €
- « *Segretariato Per le Missioni Claretaine Onlus* » (Italie) d'un montant de 5.000 €
- « Solidarité Maroc » à FOUSSAY-PARAY (85) d'un montant de 2.000€
- « *Fondation G.A Hommes de demain* » (Côte d'Ivoire) à hauteur de 4.885€.
- « *Le Pélican* » à INGERSHEIM (68) d'un montant de 2.000€.

FONDS DE DOTATION
GA LE 10EME ENFANT

SIEGE SOCIAL :

685 Chemin des sources
- 38260 SAINT HILAIRE DE LA COTE -

RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31/12/2025

FONDS DE DOTATION GA LE 10EME ENFANT

685 CHEMIN DES SOURCES
38260 SAINT HILAIRE DE LA COTE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos au 31/12/2025

Aux membres du Fonds de Dotation GA Le 10^{ème} Enfant,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre fonds de dotation, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation du conseil d'administration en application des dispositions de l'article L. 227-10 du code de commerce.

Fait à Valence, le 7 mai 2026

SARL CRC,

Représentée par :

Laure REY

Commissaire aux Comptes



Inscrite auprès de la Haute
Autorité de l'Audit (H2A)

CRC
Sarl au capital de 9600 €
36, Rue Paul Henri Charles Spaak
26000 VALENCE
Tél. 04 75 78 48 00
Siret C67 502 070 000 62